



PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du Contrôle de Légalité

Affaire suivie par : Mme ADEPO
Réf : SA
Tel : 04.50.33.64.78
Fax du service : 04.50.33.64.75
Mel : collectivites-locales@haute-savoie.pref.gouv.fr

Anncely, le 4 avril 2005

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

à

M. le Président du Conseil Général de la Haute-Savoie
Mmes et MM. les Maires du Département
Mmes et MM. les Présidents des Etablissements publics de
coopération intercommunale

En communication à :
MM. les Sous-Préfets d'arrondissement
M. le Trésorier Payeur Général

CIRCULAIRE N°2005-23

Cette circulaire peut être consultée sur le site Internet :
www.haute-savoie.pref.gouv.fr
à la rubrique "circulaires préfectorales"

OBJET : Indemnités de fonctions des titulaires de mandats locaux.
Nouveaux montants au 1^{er} février 2005.

REF. : - Circulaires NOR : INT/B/92/00118/C et INT/LBLB/03/10087/C des 15 avril 1992 et
31 décembre 2003 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.
- Décret n° 2005-235 du 14 mars 2005 relatif au remboursement des frais de déplacement
des élus locaux.
- Circulaire préfectorale n° 2004-57 du 6 juillet 2004.
- Circulaire préfectorale n° 2004-67 du 2 août 2004 adressée aux Présidents des
Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et Syndicats Mixtes.

P.J. : Tableaux.

La présente circulaire indique les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des
élus applicables à partir du 1^{er} février 2005.

Les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des élus locaux sont
revalorisés à compter du 1^{er} février 2005 en application des dispositions du décret n° 2005-31 du
15 janvier 2005 portant majoration à compter du 1^{er} février 2005 de la rémunération des personnels
civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics
d'hospitalisation (J.O. du 18 janvier 2005).

Vous trouverez ci-joint les tableaux précisant les nouveaux barèmes indemnitaires, ces
tableaux se substituant à ceux annexés à la circulaire préfectorale n° 2004-57 du 6 juillet 2004.

.../...

Je vous précise que la part représentative pour frais d'emploi en cas de cumul de mandats s'élève à 923,86 euros, et que le plafond indemnitaire pouvant être perçu en cas de cumul de mandats est de 7 886,67 euros.

J'appelle par ailleurs votre attention sur la publication du décret du 14 mars 2005 cité en référence, -annoncé dans ma circulaire n° 2004-67 du 2 août 2004-, dont l'article 17 insère au code général des collectivités territoriales (partie réglementaire) un nouvel article R 5711-1 précisant que les dispositions prévues à l'article R 5212-1 pour les indemnités de fonction des élus des syndicats de communes, sont applicables aux élus des syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'EPCI (*syndicats mixtes fermés*).

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Philippe DERUMIGNY

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES MAIRES
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1^{ER} FEVRIER 2005)

Article L. 2123-23 du code général des collectivités territoriales

POPULATION (habitants)	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	17	615,91
De 500 à 999	31	1 123,13
De 1 000 à 3 499	43	1 557,89
De 3 500 à 9 999	55	1 992,65
De 10 000 à 19 999	65	2 354,95
De 20 000 à 49 999	90	3 260,71
De 50 000 à 99 999	110	3 985,31
100 000 et plus (y compris PML)	145	5 253,36

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES ADJOINTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1^{ER} FEVRIER 2005)

Article L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales

POPULATION (habitants)	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	6.6	239,12
De 500 à 999	8.25	298,90
De 1 000 à 3 499	16.5	597,80
De 3 500 à 9 999	22	797,06
De 10 000 à 19 999	27.5	996,33
De 20 000 à 49 999	33	1 195,59
De 50 000 à 99 999	44	1 594,12
De 100 000 à 200 000	66	2 391,18
Plus de 200 000	72.5	2 626,68

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS MUNICIPAUX
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1^{ER} FEVRIER 2005)

	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Communes de 100 000 habitants et plus : conseillers municipaux (<i>article L. 2123-24-1-I</i>)	6 %	217,38
Communes de moins de 100 000 habitants : conseillers municipaux (<i>article L. 2123-24-1-II</i>)	6 % et enveloppe maire et adjoints	217,38
Ensemble des communes : conseillers municipaux délégués (<i>article L. 2123-24-1-III</i>)	enveloppe budgétaire maire et adjoints	

Indice brut mensuel 1015 au 1^{er} février 2005 : 3 623,01 €

Décret n°2005-31 du 15 janvier 2005 – J.O. du 18 janvier 2005

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS GENERAUX

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)

Article L. 3123-16 du code général des collectivités territoriales

POPULATION (habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 250 000	40	1 449,20
De 250 000 à moins de 500 000	50	1 811,50
De 500 000 à moins de 1 million	60	2 173,80
De 1 million à moins de 1,25 million	65	2 354,95
1,25 million et plus	70	2 536,10

- Président du conseil général (*) : indice 1015 majoré de 45 % = 5 253,36 €

- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du conseil général ou du conseil de Paris (*) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.

- Membre de la commission permanente (*) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

(*) *Art. L. 3123-17 du code général des collectivités territoriales.*

N. B. : Le barème des conseillers généraux s'applique aux conseillers régionaux dans les régions d'outre-mer (art. L. 4432-6 du code général des collectivités territoriales).

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS REGIONAUX
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)

Article L. 4135-16 du code général des collectivités territoriales

POPULATION (habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 1 million	40	1 449,20
De 1 million à moins de 2 millions	50	1 811,50
De 2 millions à moins de 3 millions	60	2 173,80
3 millions et plus	70	2 536,10

- Président du conseil régional (*) : indice 1015 majoré de 45 % = 5 253,36 €

- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du conseil régional (*) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.

- Membre de la commission permanente (*) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

(*) *Art. L. 4135-17 du code général des collectivités territoriales.*

Indice brut mensuel 1015 au 1^{er} février 2005 : 3 623,01 €
Décret n°2005-31 du 15 janvier 2005 – J.O. du 18 janvier 2005

**COMMUNAUTES URBAINES
COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION**

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)**

*Articles L. 5211-12, L. 5215-16, L.5216-4, R. 5215-2-1 et R. 5216-1
du code général des collectivités territoriales*

POPULATION (habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'indice 1015)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
De 20 000 à 49 999	90	3 260,71
De 50 000 à 99 999	110	3 985,31
De 100 000 à 199 999	145	5 253,36
Plus de 200 000	145	5 253,36

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE- PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)**

*Articles L. 5211-12, L. 5215-16, L. 5216-4, R. 5215-2-1 et R. 5216-1
du code général des collectivités territoriales*

POPULATION (habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'indice 1015)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
De 20 000 à 49 999	33	1 195,59
De 50 000 à 99 999	44	1 594,12
De 100 000 à 200 000	66	2 391,18
Plus de 200 000	72,5	2 626,68

Délégués des communes au conseil des communautés urbaines et des communautés d'agglomération :	TAUX MAXIMAL (en % de l'indice 1015)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
de 100 000 à 399 999 habitants L. 5215-16 et L. 5216-4	6 %	217,38
de 400 000 habitants au moins L. 5215-17 et L. 5216-4-1	28 %	1 014,44

Ces montants s'appliquent aux communautés urbaines créées avant l'entrée en vigueur de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dont le seuil de constitution correspondait à une population regroupée d'au moins 20 000 habitants.

Indice brut mensuel 1015 au 1^{er} février 2005 : 3 623,01 €

Décret n°2005-31 du 15 janvier 2005 – J.O. du 18 janvier 2005

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DOTES D'UNE FISCALITE PROPRE

**AUTRES QUE LES COMMUNAUTES URBAINES ET LES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION :
COMMUNAUTES DE COMMUNES
SYNDICATS D'AGGLOMERATION NOUVELLE**

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)**

Articles L. 5211-12, R. 5214-1 et R. 5332-1 du code général des collectivités territoriales

<u>POPULATION</u> (habitants)	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	12,75	461,93
De 500 à 999	23,25	842,35
De 1 000 à 3 499	32,25	1 168,42
De 3 500 à 9 999	41,25	1 494,49
De 10 000 à 19 999	48,75	1 766,22
De 20 000 à 49 999	67,50	2 445,53
De 50 000 à 99 999	82,49	2 988,62
de 100 000 à 199 999	108,75	3 940,02
Plus de 200 000	108,75	3 940,02

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)**

Articles L. 5211-12, R. 5214-1 et R. 5332-1 du code général des collectivités territoriales

<u>POPULATION</u> (habitants)	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	4,95	179,34
De 500 à 999	6,19	224,26
De 1 000 à 3 499	12,37	448,17
De 3 500 à 9 999	16,50	597,80
De 10 000 à 19 999	20,63	747,43
De 20 000 à 49 999	24,73	895,97
De 50 000 à 99 999	33,00	1 195,59
De 100 000 à 200 000	49,50	1 793,39
Plus de 200 000	54,37	1 969,83

Indice brut mensuel 1015 au 1^{er} février 2005 : 3 623,01 €
Décret n°2005-31 du 15 janvier 2005 – J.O. du 18 janvier 2005

ETABLISSEMENT PUBLIC SANS FISCALITE PROPRE :
SYNDICATS DE COMMUNES
SYNDICATS MIXTES CONSTITUES EXCLUSIVEMENT
DE COMMUNES ET D'ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALES

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)

Article L. 5211-12, R. 5212-1 et R. 5711-1 du code général des collectivités territoriales

<u>POPULATION</u> (habitants)	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	4,73	171,37
De 500 à 999	6,69	242,38
De 1 000 à 3 499	12,20	442,01
De 3 500 à 9 999	16,93	613,37
De 10 000 à 19 999	21,66	784,74
De 20 000 à 49 999	25,59	927,13
De 50 000 à 99 999	29,53	1 069,87
De 100 000 à 199 999	35,44	1 283,99
Plus de 200 000	37,41	1 355,37

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE- PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)

Articles L. 5211-12, R. 5212-1 et R. 5711-1 du code général des collectivités territoriales

<u>POPULATION</u> (en habitants)	<u>TAUX MAXIMAL</u> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	1,89	68,47
De 500 à 999	2,68	97,10
De 1 000 à 3 499	4,65	168,47
De 3 500 à 9 999	6,77	245,28
De 10 000 à 19 999	8,66	313,75
De 20 000 à 49 999	10,24	371,00
De 50 000 à 99 999	11,81	427,88
De 100 000 à 200 000	17,72	642,00
Plus de 200 000	18,70	677,50

Indice brut mensuel 1015 au 1^{er} février 2005 : 3 623,01 €
 Décret n°2005-31 du 15 janvier 2005 – J.O. du 18 janvier 2005

**SYNDICATS MIXTES ASSOCIANT EXCLUSIVEMENT DES COMMUNES,
DES EPCI, DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS.**

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)**

Article L. 5721-8 et R. 5723-1 du code général des collectivités territoriales

<u>POPULATION</u> (habitants)	<i>TAUX MAXIMAL</i> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	2,37	85,87
De 500 à 999	3,35	121,37
De 1 000 à 3 499	6,10	221,00
De 3 500 à 9 999	8,47	306,87
De 10 000 à 19 999	10,83	392,37
De 20 000 à 49 999	12,80	463,74
De 50 000 à 99 999	14,77	535,12
De 100 000 à 199 999	17,72	642,00
Plus de 200 000	18,71	677,86

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE- PRESIDENTS
(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1ER FEVRIER 2005)**

Articles L. 5721-8 et R. 5723-1 du code général des collectivités territoriales

<u>POPULATION</u> (en habitants)	<i>TAUX MAXIMAL</i> (en % de l'indice 1015)	<u>INDEMNITE BRUTE</u> (en euros)
Moins de 500	0,95	34,42
De 500 à 999	1,34	48,55
De 1 000 à 3 499	2,33	84,42
De 3 500 à 9 999	3,39	122,82
De 10 000 à 19 999	4,33	156,88
De 20 000 à 49 999	5,12	185,50
De 50 000 à 99 999	5,91	214,12
De 100 000 à 200 000	8,86	321,00
Plus de 200 000	9,35	338,75

Indice brut mensuel 1015 au 1^{er} février 2005 : 3 623,01 €
Décret n°2005-31 du 15 janvier 2005 – J.O. du 18 janvier 2005